

Brochure n° 3248

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1512. – PROMOTION-CONSTRUCTION**

**ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2010**  
RELATIF À LA RÉPARTITION DU PRÉLÈVEMENT DU FONDS PARITAIRE  
DE SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS

NOR : ASET1150089M  
IDCC : 1512

Entre :

La fédération des promoteurs constructeurs,

D'une part, et

Le SNUHAB CFE-CGC ;

La CSFV CFTC ;

La FEC FO,

D'autre part,

La loi du 24 novembre 2009 (art. L. 6332-19 du code du travail) a défini les ressources du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels en prévoyant la possibilité par un accord collectif de branche de définir l'imputation sur le plan de formation et sur la professionnalisation des sommes correspondant au pourcentage fixé par arrêté ministériel.

Compte tenu du constat réalisé avec AGEFOS-PME sur les dépenses de formation en 2010 et notamment compte tenu de la tension observée sur le plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés, les parties ont convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les parties rappellent qu'un arrêté ministériel doit fixer pour 2011 le pourcentage, compris entre 5 et 13 %, de la participation des employeurs de moins de 10 salariés et de plus de 10 salariés qui devra être versé au fonds paritaire visé ci-dessus.

Les sommes correspondantes s'imputeront :

- à raison de 50 % sur la professionnalisation ;
- à raison de 50 % sur le plan de formation.

Si l'arrêté ministériel fixe à 10 % le pourcentage, l'application de cette règle s'effectuera ainsi :

- 10 % de 0,55 % de la masse salariale pour les entreprises de moins de 10 salariés, soit 0,055 % de la masse salariale, dont 0,0275 % de la masse salariale au titre de la contribution au financement de la professionnalisation et 0,0275 % de la masse salariale au titre de la contribution au financement du plan de formation ;
- 10 % de 1,4 % de la masse salariale pour les entreprises de 10 salariés et plus, soit 0,14 % de la masse salariale, dont 0,07 % de la masse salariale au titre de la contribution au financement de la professionnalisation et 0,07 % de la masse salariale au titre de la contribution au financement du plan de formation ;
- par exception, 10 % de 1,05 % de la masse salariale, dont 0,0525 % de la masse salariale au titre de la contribution au financement de la professionnalisation et 0,0525 % de la masse salariale au titre de la contribution au financement du plan de formation.

**Article 2**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée d'une année, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011, date à laquelle il cessera de produire effet.

Le présent accord est notifié par la FPI dès sa signature à l'ensemble des fédérations syndicales de salariés afin de s'assurer de l'absence d'opposition de la majorité de ces organisations syndicales. Il est déposé au ministère du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

La FPI est mandatée pour demander l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 8 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)